

La sécurité au Sahel après la crise du Mali Quels enjeux et défis pour les pays régionaux et internationaux?

Séminaire international organisé le 28 mars 2014 à Rabat

N° 04/2014

Les événements dans le monde arabe et, notamment la chute du régime libyen de Khadafi, n'ont fait que renforcer le vide sécuritaire dans la zone sahélo saharienne. La crise au nord du Mali a combiné les risques sécuritaires dus à des réseaux terroristes djihadistes avec la criminalité organisée, la fragilité des états et les conflits ethniques et religieux pour atteindre une nouvelle qualité. Parallèlement, les interventions militaires étrangères dans la région (Serval, Sangaris) sont un signe de la priorité qu'accordent les états européens aux risques sécuritaires dans la région. Pour les pays d'Afrique du Nord, dont le Maroc, les développements dans la zone sahélo saharienne sont devenus un de leurs plus gros défis en matière de politique sécuritaire, et il doit être maîtrisé - y compris dans l'intérêt de l'UE et en accord avec elle.

Le 28 mars 2014 l'Institut Royal des Études Stratégiques (IRES) a organisé en coopération avec la Konrad-Adenauer-Stiftung à Rabat un séminaire sur la sécurité dans la zone sahélo saharienne depuis la crise au Mali en 2012. L'objectif de cette manifestation était de mettre en contact des experts en sécurité marocains et européens pour leur permettre d'échanger sur des thèmes et des défis actuels en matière de sécurité régionale et d'évaluer les différentes perspectives ainsi que les intérêts communs et les approches d'actions possibles.

La manifestation faisait partie de séminaires portant sur la politique sécuritaire, organisés à intervalles réguliers par l'IRES et la KAS sur des sujets de sécurité régionale (migration, terrorisme, intégration régionale au Maghreb, architecture sécuritaire régionale). Des experts en sécurité marocains et internationaux venant de la politique, de la diplomatie, de l'administration publique, de l'armée et des différents Think Tanks participent régulièrement à ces manifestations.

Risques sécuritaires et gestion de crise régionale

Le premier panel a été consacré à la situation sécuritaire dans la zone sahélo saharienne depuis la crise au Mali en 2012 ainsi qu'au rôle des interventions militaires avec des discussions sur les impératifs en matière de gestion de crise efficace.

M. Mohammed Tawfik MOULINE, Directeur général de l'IRES, a nommé dans son discours d'ouverture les nombreux défis sécuritaires dans l'espace



*M. Mohammed Tawfik Mouline,
Directeur général de l'IRES*

sahélo-saharien qui vont du banditisme au salafisme djihadiste, en passant par le séparatisme et les conflits de pouvoir ainsi que la sécheresse, la désertification et la crise alimentaire. Il a souligné que l'insécurité pose un véritable problème pour la stabilité, la démocratie et l'unité de l'Etat dans cet espace. En l'absence d'une action régionale coordonnée et d'une approche globale en matière de lutte contre les multiples formes de terrorisme, aucun pays ne serait à l'abri des dangers présents dans la zone du Sahel.

En même temps, la situation actuelle, en dépit des menaces qu'elle soulève, constitue une opportunité stratégique pour le Maroc en vue de renforcer son importance en tant qu'Etat apte à contribuer, de manière tangible, à la sécurisation, la stabilisation et au développement de la région sahélo-saharienne. Le Maroc a toujours prôné une approche globale en matière de résolution des conflits qui touchent certaines régions de l'Afrique, dont notamment le Sahel, et ce, dans le but de lutter efficacement contre



les racines profondes de l'insécurité et l'instabilité. Les multiples visites effectuées par le Roi Mohammed VI en Afrique au cours de l'année 2013 et 2014 et les actions concrètes de coopération multiforme auxquelles ces visites ont donné lieu témoignent de cette réalité.

Comme M. Mouline l'a indiqué, l'Afrique a connu, au début des années 2000, un processus graduel de démocratisation et de développement économique, relayé par des mesures de soutien de la communauté régionale et internationale en matière de résolution des conflits et de maintien de la paix. L'intérêt porté par les puissances émergentes comme la Chine, la Russie ou le Brésil au continent africain, à travers une forte dynamique d'investissement et un renforcement des échanges commerciaux, témoigne de cette réalité.

Toutefois, certains pays sont restés aux prises à des difficultés structurelles, avec la persistance de la précarité et de la vulnérabilité, qui ont ravivé les tensions ethniques et religieuses et engendré des mouvements sociaux violents, comme c'est le cas en République Centrafricaine. Les fragilités institutionnelles et la défaillance du pouvoir central dans certains pays fragiles du continent africain ont contribué à créer un vide sécuritaire propice à la prolifération d'espaces de non droit, au développement des filières criminelles transnationales et à l'implantation de groupes extrémistes armés, notamment dans la région du Sahel. A l'heure actuelle, on assiste à un déplacement du centre de gravité des conflits en Afrique vers la bande sahélo-saharienne, marquée par l'expansion rapide de l'AQMI et le risque de développement d'un arc d'instabilité mettant en relation plusieurs fractions terroristes, dont notamment le mouvement « Boko Haram » au Nigéria et le mouvement « Shabab » en Somalie.

M. Mouline a considéré les actions menées par la communauté internationale pour endiguer la menace terroriste et lutter contre toutes les formes de criminalité au niveau de la région du Sahel comme nécessaires mais insuffisantes au regard de l'acuité des menaces persistantes. Le défi majeur consiste à soutenir les pays fragiles à reconquérir leur pouvoir, à travers une aide militaire et financière, à même de renforcer leurs capacités en termes de résolution durable des conflits. Ce soutien devrait aussi comporter une dimension socioéconomique

conséquente par le biais du développement des activités génératrices de revenus, du rétablissement des services sociaux de base et du soutien aux populations traumatisées par les conflits.

L'ancien colonel et expert en sécurité, M. Hassan SAOUDI, a insisté sur l'inefficacité des interventions militaires dans les zones de crise, tant que des mesures d'accompagnement ne sont pas prises pour lutter contre les causes profondes. Il s'est exprimé en faveur d'une gestion de crise qui anticipe, qui constate les éventuelles erreurs le plus tôt possible en les corrigeant par des mesures non militaires. D'après Monsieur Saoudi, une approche de politique de développement utilisée le plus tôt possible et orientée sur le long terme serait très souvent plus durable et plus efficace que des attaques militaires ultérieures.

Comme Monsieur Saoudi a souligné, le printemps libyen a généré des dégâts collatéraux au Sahel dans la mesure où un nombre important de combattants et d'armements divers et variés, sont venus venir grossir l'arsenal terroriste et exacerber un pourrissement déjà en marche.

Pour la Libye les conséquences du « printemps arabe » et de la chute du régime de Kadhafi par la suite ont été aussi désastreuses dans le sens du délitement, et de la faillite de l'état incapable d'assurer ses prérogatives régaliennes, essence même de son existence. Au désordre s'est substitué le chaos, le tribalisme et le régionalisme exacerbés et le terrorisme y a trouvé un vivier fécond. Le sud de la Libye est actuellement le plus grand incubateur et pourvoyeur terroriste de la région, y compris en direction de la Syrie.

Les deux interventions en Libye et au Mali ont démontré avec acuité les limites de l'action militaire proprement dite (hard power) qui devrait être combinée simultanément à d'autres plus soft power qui s'inscrivent dans le nouveau concept onusien des gestions civiles et militaires des crises extérieures appelé théorie des 3D associant « défense – développement – démocratie ».

M. Abdelhak BASSOU, expert en sécurité et ancien directeur du service de renseignements marocain, a indiqué les profondes racines historiques de la crise au Mali en 2012, qui pourraient être décrites comme une crise chronique qui revient à période régulière



depuis la première rébellion des Touareg en 1962. La situation actuelle au nord du Mali, après l'intervention menée par la France, est telle que la sécurité, d'après Monsieur Bassou, reste précaire. D'autres conflits au Mali sont préprogrammés à cause des groupes de populations hétérogènes et à cause du décalage en matière de développement entre le Nord et le Sud Malien, pierre d'achoppement dans la crise malienne.

En plus, selon Monsieur Bassou, l'extrémisme religieux et la radicalisation de certaines franges de la population malienne notamment celles ayant rejoint les rangs, d'Al Qaeda, d'Ansar Eddine ou du MUJAO, représentent un élément d'instabilité pour la reconstruction du pays.

L'action du Roi Mohammed VI du Maroc visant à la formation des Imams maliens contribue à la lutte contre tous les extrémismes religieux et contre l'apologie de la haine et de la violence dans la région en prônant un islam sunnite-malikitte tolérant.

M. Markus NOLTE, capitaine de frégate au Ministère Fédéral de la Défense d'Allemagne, a présenté les perspectives allemandes en matière de politique sécuritaire en Afrique. Les intérêts de la politique allemande en Afrique se concentrent d'après Monsieur Nolte, sur le renforcement des droits humains, de la stabilité et du développement et notamment sur la construction de structures africaines pour surmonter les crises d'une manière responsable (*Enable & Enhance Initiative*).

Les rapports entre l'Allemagne et l'Afrique sont différents de ceux des autres pays européens à cause de l'histoire de l'élaboration de leur politique africaine, comme c'est le cas pour la France qui entretient depuis longtemps des rapports traditionnellement étroits avec de nombreux états africains. L'Allemagne en tant que « nation retardataire », et dont la présence coloniale en Afrique s'est terminée avec la première guerre mondiale, a des relations moins étroites avec l'Afrique tout en considérant le continent africain comme le continent « de l'avenir et des opportunités », à cause de ses ressources humaines et naturelles importantes, de ses marchés et de son économie en pleine expansion. Les relations diverses et variées entre l'Europe et l'Afrique rendent, entre autres, difficile l'élaboration d'une politique européenne cohérente au Parlement Européen vis à vis de l'Afrique. L'Allemagne n'a pourtant pas ni

l'intention ni aucun intérêt à entrer en concurrence avec la politique africaine d'autres états européens.

La coopération religieuse entre le Maroc et le Mali

A l'occasion de l'intronisation du nouveau Président Malien Ibrahim Boubacar Keïta, le Souverain Marocain Mohammed VI et le Président Malien ont signé le 20 septembre 2013 un Protocole d'accord sur la formation des imams qui a permis la mise en place du programme de formation de 500 imams sur une durée de deux ans.

100 imâms ont déjà commencé leur formation sur deux ans dans la capitale marocaine de Rabat. 400 imâms supplémentaires suivront sur une période de six ans. La formation comprend, en dehors de la genèse du Coran et de la dogmatique religieuse, une étude de l'histoire, de la géographie, de la langue arabe ainsi que des institutions maliennes. D'après les déclarations du Ministère Marocain des Habous pour les affaires religieuses, le sujet des droits humains doit également être abordé pendant la formation. La formation sera déplacée dans la ville marocaine de Fez dès que le centre de formation prévu aura été construit.

Le Ministère des Habous décrit la formation comme étant la contribution du Maroc à la reconstruction et au renforcement de l'état malien contre l'extrémisme religieux ainsi que la contribution à la paix, la stabilité et le développement de la région. On insiste d'autre part sur les liens religieux et culturels étroits qui existent entre les deux états, qui reposent sur un Islam sunnite malékite commun influencé également par le soufisme.

Cette démarche de coopération religieuse avec le Mali servira de modèle à suivre notamment dans les relations de coopération islamique avec le Niger, la Guinée ainsi qu'avec d'autres pays africains.

Source : <http://www.habous.gov.ma/>



La politique sécuritaire allemande en Afrique

L'idée maîtresse de l'approche allemande est le renforcement des capacités régionales afin de permettre aux états et aux organisations régionales d'assumer de manière autonome leur responsabilité dans le domaine de la sécurité et de la stabilité.

Dans ce but l'Allemagne a lancé la « *Enable and Enhance Initiative - E2I* », l'initiative allemande auprès des partenaires européens en vue d'équiper et d'entraîner des pays partenaires en Afrique.

L'engagement allemand en Afrique

- *Missions et opération militaires* : 8 des 14 missions et opérations militaires dans lesquels l'Allemagne est engagé globalement sont en Afrique (Opération : ATALANTA, Missions : EUTM SOM, EUCAP NESTOR, EUTM MLI, MINUSMA, UNAMID, UNMISS, EUSEC CONGO) avec 550 soldats déployés.
- *Consultation* : 6 groupes de conseillers militaires et des conseillers particuliers (jusqu'à 50 personnes) sont actuellement envoyés dans des pays africains ou au sein d'organisations africaines régionales.
- *Formation militaire* : 200 militaires africains sont formés dans les écoles, académies et universités des forces armées allemandes.
- *D'autres programmes* : Des programmes bilatéraux de consultation, des participations à des exercices multilatéraux, et des cessions d'équipement et matériel militaire dans un cadre bilatéral.

L'Allemagne a aujourd'hui 14 missions militaires de l'armée fédérale à l'étranger dont huit en Afrique. L'Allemagne soutient d'ailleurs surtout les missions de formation et d'entraînement destinées à la police et aux services de sécurité comme la Mission de Formation de l'UE au Mali (EUTM Mali). Chaque mission militaire allemande doit être sanctionnée, conformément à la constitution allemande, par une implication multilatérale (UE, mandat de l'ONU). Une attaque militaire bilatérale, comme dans le cas de l'opération Serval française, ne serait pas possible dans le cadre du droit constitutionnel allemand.

Les différents intérêts régionaux et internationaux en Afrique : À la recherche d'une architecture sécuritaire adaptée

Au cours du deuxième panel, les possibilités et les défis de la coopération régionale et internationale dans la zone du Sahel ont été discutés. Il s'agissait principalement d'évaluer aussi les différentes stratégies et les différents intérêts des acteurs régionaux et internationaux impliqués et de poser la question d'une architecture sécuritaire stable et efficace pour la région qui concilie les différents intérêts internationaux et régionaux.

Les experts en sécurité et l'ex-ambassadeur marocain Monsieur Nouredine SEFIANI ont décrit la zone du Sahel comme la source de nombreux risques sécuritaires pour le Maroc mais aussi pour l'Union Européenne. Le Maroc et l'Europe ont un intérêt commun essentiel à trouver des solutions adéquates et novatrices aux défis sécuritaires, à en discuter et à les appliquer en commun avec les pays de la région.

Qu'il s'agisse de l'immigration clandestine, de l'acheminement de la drogue en provenance d'Amérique latine ou de la prise d'otages, cette zone est un passage obligé et incontournable nécessitant une coopération et une coordination maroco-européenne accrues et renforcées du fait qu'elle sera la première affectée par le pourrissement de la situation dans cette région.

Une autre donnée importante concerne la désertification et le changement climatique qui auront un important impact sur la production agricole alors que la population de la région ne cesse de s'accroître. Par contre, la population de la région passera de 100 millions actuellement à 300 millions en 2050. Toutes ces données font que d'importantes franges de la population du Sahel constituent un terreau fertile de recrutement pour les groupes criminels et/ou terroristes.

En dehors des risques sécuritaires, l'importance stratégique de la région du Sahel a éveillé l'attention de plusieurs grandes puissances et puissances régionales qui s'y sont immiscées, attirées par ses abondantes ressources en matières premières et en ressources minérales (dont l'or, les diamants, l'uranium, le fer, le pétrole). La Mauritanie, par exemple, est un important producteur de fer et le



Niger d'uranium avec 8,7% de la production mondiale. L'Europe satisfait 12% de ses besoins en uranium à partir du Niger.

Pourtant, les puissances externes poursuivent des stratégies et des intérêts différents et parfois contradictoires. Pour les Etats Unis, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux est la première priorité. L'*Initiative Pan Sahel* de 2002 suivie de l'*Initiative Transsaharienne pour le Contreterrorisme*, plus élaborée, qui est depuis 2008 sous le commandement de l'*US Africa Command (AFRICOM)* à Stuttgart poursuivent toutes les deux une lutte préventive contre le terrorisme. Enfin des troupes américaines sont installées au sud de l'Espagne à Moron, prêtes à agir en Afrique du nord. L'approche des Etats-Unis est donc essentiellement sécuritaire avec des moyens militaires conséquents.

La Chine poursuit des objectifs politiques et économiques précis. Sur le plan politique, elle a réussi à évincer Taiwan de la région, à l'exception du Burkina Faso qui maintient toujours des relations diplomatiques avec Taïpeh. Sur le plan économique, comme partout ailleurs en Afrique son objectif est double : acheter ou exploiter les matières premières et vendre le maximum de produits avec une balance commerciale souvent excédentaire. En même temps, la Chine proclame la non-intervention dans les affaires intérieures et accompagne sa politique par des dons, des aides et des prêts à des conditions souvent concessionnelles.

L'Arabie Saoudite et l'Iran, par contre, font tous les deux de gros efforts par le biais de missions religieuses et d'activités caritatives pour répandre leurs idées et leurs croyances respectivement wahhabites et chiites et exercer une influence idéologique et religieuse sur la région. Selon Monsieur Sefiani, l'Arabie Saoudite, l'Iran et aussi le Qatar cherchent à étendre leur influence en utilisant deux moyens : les aides aux médersas (écoles traditionnelles pour l'apprentissage du Coran) ainsi que les actions à caractère caritatif en faveur des populations défavorisées. Souvent ces actions sont menées par des ONG avec pour objectif de diffuser soit le wahhabisme soit le chiisme. L'objectif de ces trois pays est de mettre fin à l'Islam soufi pratiqué dans la région, considéré comme une déviation pour le remplacer par l'Islam tel que pratiqué dans le Golfe.

Monsieur Sefiani a décrit la stratégie algérienne dans le Sahel comme ambiguë d'un côté par rapport aux pays du Sahel et très claire d'un autre côté avec pour l'objectif l'exclusion du Maroc de l'architecture sécuritaire régionale.

Monsieur Sefiani a remarqué un hiatus entre le discours et les objectifs réellement poursuivis par l'Algérie. Au niveau du discours, l'Algérie prône la non-intervention étrangère, et veut limiter la coordination et l'échange de renseignements à quelques pays de la région (Mali, Niger, Mauritanie et Algérie). A cet effet l'Algérie a tenu avec eux plusieurs réunions et a créé le Comité d'Etat-major Opérationnel Conjoint (CEMOC) dont le siège est à Tamanrasset. Sa véritable stratégie vise à jouer un rôle de leadership dans cette partie du monde et à exclure le Maroc de toute décision ou action concernant la région.

Monsieur Sefiani s'est prononcé pour une approche des défis dans la zone sahélo saharienne basée sur un concept sécuritaire très large, qui combine intelligemment les composantes humanitaires, de politique sécuritaire et de développement ainsi que socioéconomiques. Il a d'autre part conseillé l'implication des populations locales et du secteur privé dans le processus de développement et demandé une interdiction de toutes formes de prosélytisme (du côté chrétien comme du côté musulman externe). Dans une optique de coopération sécuritaire régionale efficace, il a conseillé un forum qui, d'un côté, ne soit pas trop large mais qui d'un autre côté, n'exclue aucun acteur régional important. Une alliance tripartite composée des états du Sahel et du Maghreb ainsi que de l'Union Européenne est considérée par Monsieur Sefiani comme un forum adéquat pour prendre en main les problèmes de sécurité dans la zone du Sahel.

M. Youssef SLAOUI du Ministère marocain des Affaires Etrangères et de la Coopération a mis en exergue le rôle du Maroc dans la stabilité régionale. D'après lui, le Maroc contribuait déjà dans les années 60 à la consolidation de la paix dans les conflits en Afrique et avait été un des premiers pays africains à élaborer une stratégie pour combattre le terrorisme. Le Maroc est aujourd'hui un partenaire moderne et crédible en Afrique qui est conscient de ses racines historiques et géographiques en Afrique et s'est affirmé en tant que rempart contre un Islam radical en Afrique.



Grâce à sa nouvelle politique de migration de 2014, le Maroc renforce, d'autre part, ses responsabilités dans l'intégration des migrants venant d'Afrique Subsaharienne.

Compte tenu de l'importance de la paix et de la sécurité comme préalables à tout développement, le Maroc a contribué à la consolidation de la paix et la stabilité sur continent africain et a apporté son soutien aux initiatives des Nations Unies pour la restauration de la paix et de la sécurité, en mettant, depuis 1960 des contingents militaires à la disposition des Opérations de Maintien de la Paix (OMP) des Nations Unies au Congo (Shaba), en Somalie et en Angola.

Aujourd'hui, le Maroc est classé au 18ème rang dans la liste des pays qui fournissent des contingents, avec un total de 1559 soldats déployés dans deux OMP en Afrique: Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), et la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de la République Démocratique du Congo (MONUSCO). Le Maroc a récemment déployé une Unité de Garde auprès du Bureau des Nations Unies en République Centrafricaine.

Selon Monsieur Slaoui, le Maroc demeure convaincu que l'approche régionale et sous régionale constitue le niveau le plus pertinent pour le règlement efficace des conflits en Afrique. Dans ce sens, les organisations sous régionales peuvent être considérées comme la clé de voûte pour la réussite des actions visant l'éradication des menaces et défis auxquels le Continent fait face.

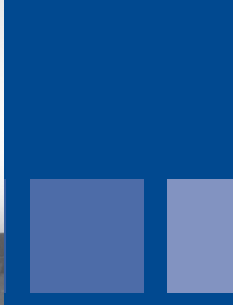
Le Maroc s'est également engagé dans un processus de rapprochement avec les organisations sous régionales africaines telles que la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), qui jouent pleinement leur rôle aux côtés des partenaires africains et internationaux pour l'instauration d'une stabilité durable en Afrique. La promotion de la coopération Sud-Sud à l'appui de consolidation de la paix dans les pays africains visés est un pilier de la stratégie du Maroc. Le Maroc a toujours entretenu des rapports séculaires et profonds avec ses voisins d'Afrique subsaharienne. Le Roi Mohammed VI n'a eu de cesse, depuis son intronisation, que de confirmer que l'Afrique était une priorité stratégique de la politique extérieure du

Maroc. Cet engagement est également confirmé dans le préambule de la Constitution marocaine de 2011.

M. Mehdi BENNANI de la Direction Générale de la Sûreté Nationale a donné un aperçu du risque terroriste dans les différents pays de la région sahélo saharienne. Alors que l'Algérie représente le pays d'origine et l'ancien centre de l'action d'Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQIM), c'est la Libye qui est devenue le nouveau bastion d'Al-Qaida. La Mauritanie a toujours couru le risque d'être «contaminée» par l'extrémisme religieux et est aujourd'hui une base arrière stratégique importante pour les extrémistes. Le Mali représentait un « projet pilote » pour AQMI. L'état malien était en même temps impliqué dans les négociations avec les ravisseurs et les extrémistes ainsi que parfois embourbé avec les structures criminelles dans le paiement de rançons. Au Nigéria par contre, la guérilla d'origine des extrémistes s'est transformée en une guerre civile dans laquelle l'organisation terroriste islamique Boko Haram a conclu une véritable alliance pour la terreur avec le groupe Al-Murabitun (précédemment appelé Mujao). Le Royaume du Maroc serait, d'après Monsieur Bennani, particulièrement exposé au risque de mesures islamistes de représailles et abriterait entretemps des cellules extrémistes indésirables.

M. Abderrahim KADMIRI, Directeur Général de l'Agence Marocaine de Coopération Internationale, a mis en exergue les liens historiques et culturels étroits qui rapprochent le Maroc de l'Afrique Subsaharienne, qui constitue l'élément africain au sein de l'identité marocaine. Le Maroc s'est engagé, lui aussi, dans sa constitution de 2011, à la solidarité avec l'Afrique Subsaharienne tout en poursuivant, en parallèle, un renforcement de la coopération dans le secteur de l'économie et des finances. Il existe également des liens très étroits dans le domaine de l'éducation. Plus de 10.000 étudiants subsahariens étudient aujourd'hui dans les universités marocaines, en partie grâce à des bourses de l'état marocain. Le Maroc est la destination, depuis les années 60, d'une migration pour formation provenant de la partie sud de l'Afrique.

Monsieur Kadmiri a, d'autre part, plaidé pour éviter de considérer l'Afrique dans son ensemble comme pauvre et en crise. L'Afrique propose de nombreux marchés lucratifs et des opportunités économiques, comme le montre la coopération renforcée entre les secteurs



de la banque, des télécoms et de la logistique entre le Maroc et certains états d'Afrique de l'Ouest.

La crise actuelle en Afrique Centrale

Dans un troisième panel spécialisé sur la crise actuelle en République Centrafricaine, les lignes internes de conflits, la situation humanitaire et l'action de la communauté internationale ont été discutées.

Mme Ellen WASYLINA, Présidente de l'Observatory of the Black, Gulf and Mediterranean Seas (OBGMS) à Paris, a analysé l'ingérence internationale en Afrique Centrale depuis le début des combats entre les milices musulmanes de la Séléka qui contrôlent l'est du pays et les milices Anti Balaka chrétiennes qui contrôlent l'ouest du pays. Madame Wasylina a jugé que le Royaume du Maroc était un acteur engagé aussi bien dans la formulation et le vote d'une résolution relative au Mali que dans l'élaboration d'une stratégie onusienne concertée pour la zone du Sahel.

La crise en Afrique Centrale a déjà provoqué 250.000 réfugiés et 850.000 personnes déplacées. La moitié des habitants dépend de l'aide d'urgence et un habitant sur cinq dépend de l'aide alimentaire.

L'opération lancée en décembre 2013 par l'armée française (SANGARIS) sous mandat de l'ONU avait pour objectif, de soutenir la mission africaine MISCA, de protéger les principales villes et voies de circulation, de permettre le déploiement de l'aide humanitaire et de désarmer les milices. La nouvelle Présidente par intérim de la République Centrafricaine élue en janvier 2014, Catherine Samba-Panza, soutient l'intervention française.

Le fonctionnement des institutions politiques et notamment le paiement des salaires des fonctionnaires jouent un rôle décisif pour continuer la stabilisation du pays. L'UE a déjà mentionné la perspective de fonds d'aide d'un montant de 100 millions d'euros, dont environ 20 millions d'euros sont prévus pour les nouvelles élections prévues en février 2015.

M. Khalid CHEGRAOUI, Chercheur à l'Institut des Études Africaines à Rabat, décrit la crise actuelle et les tensions ethniques et religieuses en Afrique Centrale comme étant le résultat des contradictions européennes et notamment les suites d'une

concurrence franco-anglaise en Afrique qui dure depuis la période coloniale.

Conclusion: Dépendances changeantes dans une région stratégique

Tous les participants au séminaire ont insisté d'une seule voix sur l'importance du travail de coopération et d'aide humanitaire d'urgence en tant que condition indispensable à la sécurité et la stabilité dans la région. La stabilité, la sécurité et le développement sont indissociables et ne peuvent pas être envisagés séparément.

On a en même temps constaté une présence plus forte de l'économie privée et des investisseurs régionaux et internationaux qui influencent, en tant que nouveaux acteurs, les relations régionales. Même les entreprises marocaines comme Attijariwafa Bank, Maroc Telecom et Royal Air Maroc ont déjà découvert l'Afrique de l'Ouest il y a quelques temps comme marché lucratif. L'Afrique ne doit donc pas être seulement considérée comme un continent en crise mais bien également comme un continent d'opportunités et de croissance. C'est principalement l'Angola qui est devenu un modèle de croissance économique africaine (avec un taux de croissance actuel de plus de cinq pourcent) et une destination très attirante pour de nombreux émigrés portugais.

D'autre part, dans l'évaluation des crises et des conflits actuels, il est important de ne pas perdre de vue les dépendances et les intérêts internationaux changeant dans la zone du Sahel et dans la région élargie. Depuis 2009, la Chine est le plus gros partenaire commercial de l'Afrique, aussi bien en terme de volume des importations que des exportations. Les USA restent, par contre, le plus gros investisseur étranger en Afrique. Il faut faire un bilan critique des importations d'armes africaines. Les importations d'armes en Afrique ont augmenté de 53 pourcent en 2013. Les plus gros importateurs d'armes sont l'Algérie (36%), le Maroc (22%) et le Soudan (9%) (Source: SIPRI 2013). L'Afrique est ainsi devenue un des marchés d'armes qui connaît la plus grosse croissance au monde.

C'est justement la combinaison de ressources minérales et de matières premières d'un côté avec l'augmentation des menaces sécuritaires pour la région et pour l'Europe venant de l'extrémisme



radical, de la criminalité organisée, des réfugiés, des tensions ethniques et religieuses et de la faiblesse des états d'un autre côté qui font de la zone du Sahel une région stratégique qui demande une attention renforcée et une action concertée de la part des pays régionales, de l'UE et de la communauté internationale.

Publications « En Plénière » (2013-2014) :

- Un nouveau partenariat euro-méditerranéen d'éducation et de recherche scientifique
- Droits des femmes méditerranéennes après les 'révolutions arabes'
- Le Maroc et l'Union européenne : perspectives pour un partenariat énergétique
- Maroc-Europe : La convergence réglementaire
- Les droits de l'opposition dans la nouvelle constitution

Publications livres (2013-2014) :

- Droit de l'environnement au Maroc, en Allemagne et au sein de l'Union Européenne
- Perception du tournant énergétique allemand dans les pays émergents
- Droit des marchés publics
- Démocratie et justice constitutionnelle
- Gouvernance sécuritaire et État de droit au Maroc
- La liberté de religion
- Perception historique et culturelle du Maroc
- Lexique de la Langue Amazighe moderne

Toutes nos publications sont également téléchargeables sur :
<http://www.kas.de/marokko/fr/publications/>



**Konrad
Adenauer
Stiftung**

Publié par

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.
Bureau Maroc

© Tous droits réservés

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.
Rabat 2014

Rédaction

Dr. Helmut REIFELD

Auteur / Texte

Dr. Ellinor ZEINO-MAHMALAT

Photos

IRES

Dr. Ellinor ZEINO-MAHMALAT

Mise en Page

Axis Design

Imprimerie

Axis Design

Imprimé au Maroc.

Edition 2014

www.kas.de/marokko